



REPUBLIQUE LIBANAISE
MINISTRE DES FINANCES



L'Institut des Finances Basil Fuleihan :

Projet-Phare
de la coopération
administrative
franco-libanaise



Pour toute autre information n'hésitez pas de nous contacter au :
Téléphone : 01-425 146/7/8
Télécopie : 01-426 860
Courrier Electronique: contact@if.org.lb



En bref

L'Institut des Finances, aujourd'hui baptisé Institut Basil Fuleihan, est le centre de formation et de communication du ministère libanais des Finances.

Il a été créé en 1996 dans le cadre d'un protocole franco-libanais de coopération, à l'initiative du Président du Conseil des Ministres, M. Fuad Siniora, alors Ministre des Finances. L'Institut est conçu comme l'un des instruments clés d'une politique dynamique de réforme des finances publiques, de modernisation de l'Etat et d'amélioration du service au citoyen. Il constitue aujourd'hui une «vitrine» des actions de coopération administrative bilatérale dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et un partenaire du développement de la coopération française dans les domaines économiques et financiers.



Coopération privilégiée

1. Développement des compétences et transfert d'expertise

Dans le cadre de sa mission d'assistance au développement des compétences et à la professionnalisation des fonctionnaires du ministère des Finances, l'Institut œuvre à :

- La coordination du programme de coopération bilatérale avec l'ensemble des directions des ministères économiques et financiers français.
- La multiplication des échanges et l'inscription, dans la durée, de liens étroits de coopération avec différentes administrations françaises, en particulier celles des ministères économiques et financiers, de la Cour des Comptes, ainsi qu'avec les écoles françaises de formation notamment l'Ecole Nationale d'Administration, l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique, les Ecoles Nationales des Impôts, du Trésor et des Douanes, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et certains organismes privés tels que France-Méditerranée (Marseille).
- L'organisation de missions d'assistance technique et visites d'experts français au ministère des Finances.
- L'accompagnement du changement et la mise en œuvre de réformes économiques et fiscales en invitant des experts français à animer des stages de formation durant la période d'induction des réformes.
- L'organisation de visites d'études en France de stagiaires libanais notamment aux stages de longue durée, dans une perspective de promotion des valeurs d'apprentissage et des idéaux d'Etat de Droit. Ces visites sont également destinées à familiariser les fonctionnaires libanais avec les solutions techniques mises en place en France et dans les pays francophones.



«Je suis content de voir que nos efforts communs ont porté leurs fruits. Grâce à l'Institut des Finances, le Liban dispose aujourd'hui d'un outil doté d'une expérience et d'une compétence remarquables. L'Institut est un modèle qui doit s'étendre à l'ensemble de l'administration libanaise et des pays voisins et constituer un exemple à suivre pour tous ceux qui désirent moderniser leur administration.»

Philippe LECOURTIER, Ambassadeur de France au Liban, novembre 2001



2. Rayonnement de la francophonie

L'Institut poursuit une politique à vocation francophone qui s'est vue confirmée à différents niveaux. Cette politique se traduit par :

- L'apprentissage de la langue française par les fonctionnaires du ministère des Finances, en coopération avec les services du centre culturel français.
- La participation active au Sommet de la Francophonie tenu à Beyrouth en 2002 et l'organisation, à cette occasion, de rencontres autour des perspectives d'investissement et de coopération dans le secteur privé ainsi que de débats autour des questions de formation continue et de gestion des carrières et des compétences dans la fonction publique.
- L'accueil à Beyrouth, en 2003, du Xème Colloque International des Services du Trésor, permettant, pour la première fois, l'ouverture de ce colloque francophone au pays du Moyen Orient.

INSTITUTIONS PARTENAIRES

Ecole Nationale d'Administration

Ecole Nationale des Douanes

Ecole Nationale des Impôts

Ecole Nationale du Trésor, France

Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique

Institut National de Statistiques et des Etudes Economiques

CREDAF

3. Rapprochement entre les pays de l'espace méditerranéen

Rejoignant les orientations de la politique de voisinage de l'Union Européenne et du projet de l'Union pour la Méditerranée, l'Institut multiplie les échanges avec les pays de la zone euro-méditerranéenne et joue un rôle actif dans:

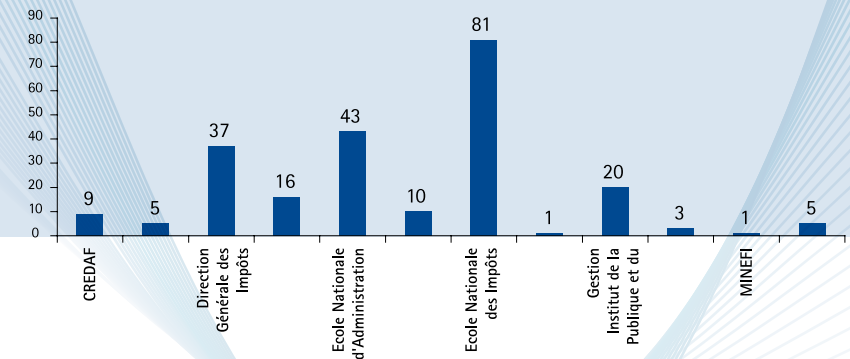
- La mise en réseau des écoles et instituts de formation de la fonction publique à travers l'animation du réseau GIFT-MENA;
- L'élargissement des champs de connaissances des cadres du Ministère libanais des Finances (MdF) en ce qui concerne les affaires européennes à travers leur participation régulière aux formations organisées par le programme EuroMed-Formation des Administrations Publiques. Cette initiative vise à développer une masse critique d'experts aux problématiques d'intégration européenne dans la perspective de création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010.



«10 ans après la création de l'Institut, nous nous félicitons, français et libanais, des réalisations de l'excellente coopération entre nos deux pays. Nous nous réjouissons de la qualité de l'échange, et des liens étroits de collaboration qui ont permis de concrétiser maintes projets visant à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale au Liban.»

Daniel MOREL, Président de l'ADETEF à l'occasion du dixième anniversaire de l'IdF, octobre 2006

Distribution des stagiaires libanais selon les établissements



4. Renforcement des liens de nature économique

Au sein du processus d'accompagnement des réformes visant à améliorer le cadre réglementaire, juridique, fiscal et douanier essentiel à la relance économique du Liban, et afin de promouvoir la transparence financière et de créer un environnement favorable à l'implantation d'entreprises étrangères et en particulier françaises intéressées par les perspectives d'investissement sur le marché libanais, l'Institut a contribué aux efforts menés par l'administration libanaise en participant à:

- La mise en place et sensibilisation aux réformes fiscales, en particulier de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et l'amélioration du service au contribuable.
- Aux négociations et à l'application des accords sur la double imposition en matière d'impôts sur les revenus et droits de succession, dans la perspective d'instaurer un cadre juridique moderne et stable au bénéfice des échanges commerciaux, industriels et culturels avec la France.
- L'accompagnement du projet de modernisation des douanes, à travers le renforcement des relations de coopération entre les douanes françaises et libanaises autour des thématiques essentielles telles que la lutte contre la contrefaçon, les droits de propriété intellectuelle, la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent.
- La consolidation des échanges dans les domaines financiers et comptable et le développement de relations bilatérales sur un nombre de dossiers, notamment celui de la modernisation du contrôle des dépenses publiques, la mise à jour des comptes de l'Etat avec l'assistance de l'INSEE, et la coopération entre les Ordres français et libanais des experts comptables.





5. Développement de l'assistance technique française en Finances Publiques au profit des pays du Moyen-Orient

Capitalisant sur la position géographique et l'atout culturel du Liban, l'Institut a choisi l'ouverture régionale. Développant les partenariats, il est devenu:

- Le relais d'ADETEF dans la région MENA;
- L'antenne de l'Institut de la Banque Mondiale dans la région MENA (accord signé en 2004);
- Le siège du centre régional de formation de l'Organisation Mondiale des Douanes (protocole signé en 2006).

Ces partenariats relayés par l'Institut ont contribué à valoriser le savoir faire français en matière de modernisation de l'Etat, à identifier les opportunités de coopération avec les pays de la région et à diffuser l'expertise française dans les pays arabes.

Les principaux projets ont porté sur l'assistance à la création d'un centre de formation aux Finances Publiques au sein du ministère jordanien des Finances. Cette coopération s'inscrit dans le cadre d'un accord d'assistance technique établi entre le ministère jordanien des Finances et l'ADETEF. Un projet similaire sera lancé en 2008 au profit du ministère palestinien des Finances.

6. Un lieu de Partage des valeurs universelles

Au-delà du transfert de savoir et de savoir-faire, l'Institut reste un lieu de partage des valeurs françaises de laïcité, de modernité et d'ouverture. L'équipe de l'Institut véhicule ainsi les valeurs:

- D'Etat de droit, de justice et d'équité;
- De devoir civique, citoyenneté et bien public;
- De gestion transparente et performante des fonds publics français, européens et libanais qui lui sont attribués à titre de budget de fonctionnement.

L'Institut veille à ce que les fondements de cette culture soient transmis aux jeunes recrues du ministère et autres stagiaires.

Cette longue expérience a valu à l'Institut des Finances d'être reconnu aujourd'hui comme une opération phare de la coopération administrative franco-libanaise.

«La formation permanente sera la sécurité sociale du 21ème siècle, dans le sens que le travail à vie est offert par la mobilité professionnelle et intellectuelle qui est garantie par la formation.»

Benoît CHEVAUCHEZ, Directeur de l'IGPDE, Rapport du Forum Annuel sur la Formation Continue dans le secteur public, Institut des Finances, octobre 2002

Le réseau GIFT-MENA

UN PARTENARIAT REGIONAL AU SERVICE DE LA FORMATION ET DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Le réseau GIFT-MENA est un consortium d'écoles et instituts spécialisés dans la formation des agents de la fonction publique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

Lancé à Beyrouth en Mars 2006 par l'Institut des Finances, ce réseau a pour mission de promouvoir le partage d'expériences, l'échange et la coopération entre ses membres afin de soutenir les réformes en gouvernance mises en œuvre et accompagner le développement institutionnel des pays de la région MENA.

Le réseau GIFT-MENA compte actuellement près de 30 institutions membres, régionales et européennes. Son secrétariat siège à l'Institut des Finances.



La coopération en chiffres (entre 1996 et 2007)

- 551 fonctionnaires ont suivi des formations à l'étranger;
- 257 participants ont été formés dans les écoles françaises;
- 84 participants aux stages de l'École Nationale française des Impôts;
- 43 participants aux stages de l'École Nationale d'Administration;
- 6 fonctionnaires ont participé aux cycles longs des écoles du MINEFI;
- 61 programmes de formation organisés en collaboration avec le MINEFI;
- 25 accueils et visites de terrain au MINEFI;
- 17 visites et délégations françaises au Ministère libanais des Finances



En décorant sa directrice de l'Ordre National du Mérite au grade de Chevalier, la France a honoré et couronné les efforts de l'Institut et de son équipe. Les insignes de cette décoration, ont été remis à Mme Moubayed BISSAT à Beyrouth, en octobre 2006, par Son Excellence Monsieur Jean François Copé, Ministre délégué au Budget et à la Réforme de l'Etat, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut.